LE 5 NOVEMBRE 2026

TOUS EN GRÈVE, TOUS DANS LA RUE !



Le SNTRS-CGT appelle à poursuivre la mobilisation avec les jeunes, et appelle à participer massivement à la manifestation interprofessionnelle du 5 novembre.

Depuis le 29 septembre, les mouvements sociaux se sont succédé. Titulaires et contractuel.les de la Fonction publique, lycéen·nes, étudiant·es, retraité·es, salarié·es de l'industrie, des services et du commerce, de l'associatif, revendiquent des moyens pour les services publics dont l'éducation, le développement de l'emploi stable et qualifié, des hausses de salaires et de pensions, …

Ce qui rassemble ces luttes : l'injustice sociale.

Une répartition des richesses produites au profit des plus aisés. Un projet de budget de l'État et de la Sécurité sociale 2027 payé par les salarié·es, les retraité·es, et les malades et la jeunesse, sans toucher à aucun des avantages des plus fortunés et des grandes entreprises. Alors même que, pour faire face à l'inflation, une majorité de français va devoir choisir entre faire le plein de carburant pour aller travailler, se soigner ou faire ses courses !

Depuis des années, le gouvernement siphonne les recettes publiques pour les redistribuer aux entreprises privées sans contrepartie. Mais toujours plus de sacrifices sont demandés aux françaises et français pour offrir des cadeaux à des nantis qui n'en n'ont nul besoin. Cette politique est justifiée par un soi-disant 'ruissellement' vers la population et les travailleurs. Elle est en fait, uniquement vouée à l'intérêt du monde de la finance. De plus, elle est cour-termiste, se moque de notre souveraineté dans bien des domaines (médicament, énergie …), et mine notre résilience climatique, … Elle sabote notre avenir à toutes et tous.

Pour empêcher l'expression de notre colère légitime, **la répression est forte**, notamment sur le mouvement de la jeunesse. Le but est sans aucun doute de créer un climat de peur pour nous dissuader de participer à ce grand mouvement populaire. **Pour étouffer des revendications légitimes**, l'État utilise tous les moyens à sa disposition : arrestations arbitraires, emploi d'armes qui entraînent de multiples mutilations, gazages de manifestant·es pacifiques. **Tout est fait pour empêcher la tenue des mobilisations,** changement de parcours de dernière minute et même l'atteinte à l'intégrité de responsables syndicaux·ales. **C'est inacceptable !**

Alors, le 5 novembre ne nous laissons pas manipuler et défendons encore plus fort nos revendications !

CE QUE LE SNTRS-CGT REVENDIQUE

Pour les salaires !

- Augmenter le Smic, les salaires, les pensions et indexer les minima sociaux sur les prix (dans le privé comme dans la fonction publique)
- Augmenter immédiatement le point d'indice d'au moins 10%, l'indexer sur l'inflation et obtenir la refonte des grilles de la fonction publique.
- Rétablir la GIPA, supprimer le jour de carence et revenir à 100% de rémunération en congé maladie ordinaire.
- Obtenir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et revaloriser les métiers à prédominance féminine.
- Intégrer nos primes dans nos salaires pour qu'elles soient prises en compte dans nos retraites

Pour les services publics et l'avenir de la jeunesse !

- Créer des postes de titulaires pour répondre aux besoins de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics et résorber la précarité.
- Arrêter les suppressions d'emplois dans les services publics, recruter et titulariser à hauteur des besoins.
- Lutter contre toutes les formes de discriminations.
- Donner aux services les moyens de bien travailler : prévenir la souffrance au travail, réduire les surcharges et adapter les bâtiments au dérèglement climatique.
- Garantir des financements pluriannuels et des moyens humains et matériels suffisants dans le service public et les associations.
- Exiger des moyens financiers et des postes dans les CROUS, afin de garantir à tous les étudiant-es les prix des repas à 1€.
- Abroger la plateforme d'orientation des étudiants « Parcoursup ».
- Abroger les droits différenciés pour les étudiant·es extra-communautaires.
- Mettre en œuvre des plans d'urgence pour rénover les établissements scolaires primaire et secondaire, les universités et tous les ouvrages qui en ont besoin (ponts, routes etc…)
- Supprimer le crédit impôt recherche (CIR) et attribuer ce budget au organisme nationaux de recherche